

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**BAIL ACTEA**

Société anonyme au capital de 76.838.000 €  
Siège social : 15 rue du Palais Rihour- 59800 LILLE  
342 468 600 RCS Lille Métropole

*Documents comptables annuels au 31 décembre 2024 approuvés par l'Assemblée générale ordinaire du 24 avril 2025*

**I. — Bilan au 31 décembre 2024**  
(en K. euros)

Actif en K. Euros	31-déc-24	31-déc-23
Caisse, banques centrales, CCP	0	0
Effets public et valeurs assimilées		
Créances sur les établissements de crédit	59 273	70 894
Opérations avec la clientèle		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et autres titres détenus à long terme		
Parts dans les entreprises liées		
Crédit-bail et location avec option d'achat	805 867	1 165 762
Location simple	338 384	464 345
Immobilisations incorporelles	0	0
Immobilisations corporelles	531	616
Capital souscrit non versé		
Actions propres		
Comptes de négociation et de règlement		
Autres actifs	3 730	8 728
Comptes de régularisation	779	459
<b>Total de l'actif</b>	<b>1 208 564</b>	<b>1 710 804</b>
Passif en K. Euros	31-déc-24	31-déc-23
Banques centrales, CCP		
Dettes envers les établissements de crédit	1 159 360	1 622 797
Opérations avec la clientèle		
Dettes représentées par un titre		
Autres passifs	23 611	29 459
Comptes de régularisation	20 078	24 759
Comptes de négociation et de règlement		
Provisions	2 366	849
Dettes subordonnées		
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	0	800
<b>Capitaux propres hors FRBG</b>	<b>3 149</b>	<b>32 140</b>
Capital souscrit	76 838	76 838
Primes d'émission	7 232	7 232
Réserves	6 158	6 158
Ecarts de réévaluation		
Provisions règlementées et subventions d'investissement		
Report à nouveau (+/-)	-58 088	-43 156
Résultat de l'exercice (+/-)	-28 991	-14 932
<b>Total du passif</b>	<b>1 208 564</b>	<b>1 710 804</b>
Hors-bilan en K. Euros	31-déc-23	31-déc-24
<b>Engagements donnés</b>		
Engagements de financement	71 785	84 692
Engagement de garantie		
Engagements sur titres		
<b>Engagements reçus</b>		
Engagements de financement		
Engagement de garantie	48 378	29 820
Engagement sur titres		

**II. — Compte de résultat**

Compte de résultat en K. Euros	31-déc-24	31-déc-23
+ Intérêts et produits assimilés	2 893	3 709
- Intérêts et charges assimilées	-35 610	-22 096
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	355 283	384 355

- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	-350 567	-360 201
+ Produits sur opérations de location simple	156 636	160 391
- Charges sur opérations de location simple	-146 561	-161 629
+ Revenus des titres à revenu variable		
+ Commissions (produits)		
- Commissions (charges)	-2 351	-3 060
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés.		
+ Autres produits d'exploitation bancaire	81	110
- Autres charges d'exploitation bancaire		
<b>Produit net bancaire</b>	<b>-20 196</b>	<b>1 579</b>
- Charges générales d'exploitation	-5 190	-14 666
+/- Dotation aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-103	-108
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>-25 489</b>	<b>-13 195</b>
+/- Coût du risque	-6 390	-1 737
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>-31 879</b>	<b>-14 932</b>
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	2 088	
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>-29 791</b>	<b>-14 932</b>
+/- Résultat exceptionnel	0	0
- Impôt sur les bénéfices		
+/- Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées	800	0
<b>Résultat net</b>	<b>-28 991</b>	<b>-14 932</b>

### III. — Affectation du résultat.

L'assemblée générale, sur proposition du Conseil d'administration, décide d'affecter la perte de l'exercice clos le 31 décembre 2024 de 28 990 878,93€ en totalité au report à nouveau qui passe ainsi d'un montant déficitaire de 58 088 397,20€ à un montant déficitaire de 87 079 276,13€.

L'Assemblée générale prend acte de ce que les sommes distribuées à titre de dividendes, pour les trois exercices précédents, ont été les suivantes :

Exercices	Dividendes	Eligible à l'abattement de
2023	0,00 €	40 % pour les personnes physiques
2022	0,00 €	40 % pour les personnes physiques
2021	0,00 €	40 % pour les personnes physiques

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité

### IV. — Annexe aux comptes

(en milliers d'euros sauf mention contraire)

#### Exercice 2024

#### I - Faits caractéristiques de l'exercice

L'année 2024 a fait face à un contexte économique complexe : ralentissement de l'activité, volatilité sur les taux, et fortes défaillances d'entreprises. La filiale Leasing déroule son plan stratégique Ensemble, Performant Solidaire en poursuivant la mise en place des projets structurants pour l'atteinte de ses objectifs 2027.

En premier lieu, la convergence de la distribution de son approche directe : les réseaux commerciaux ont stoppé la distribution sous l'étiquette Bail Actéa afin de lancer, sur l'entité CM-CIC Leasing Solutions, une offre commune sous la marque Mutualease à compter du 1er juillet 2024. En conséquence, sur 2024, la société Bail Actéa a procédé à la cession de son fichier client à la société CM-CIC Leasing Solution pour un montant de 2 088 K€.

En conséquence, la production de Bail Actéa s'éteint (88 M€ contre 667 M€ en 2023) et l'encours est en baisse (- 25% vs N-1).

Les salariés de la filiale leasing du Groupe Crédit Mutuel Alliance Fédérale ont été regroupés sur l'entité CML France. Cette dernière a ainsi mis en place une prestation de service à l'égard des autres entités de leasing CM- CIC Leasing Solutions et Bail Actéa.

#### II - Principes comptables et méthodes d'évaluation

##### **2.1 Présentation des comptes**

Bail Actéa est une société de financement dans le crédit-bail mobilier et la location avec option d'achat. Elle est soumise aux dispositions de la loi bancaire du 24 janvier 1984, relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit.

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions :

- du règlement de l'ANC 2014-07 du 26 Novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire
- du règlement ANC 2016-07 du 04 novembre 2016 relatif au plan comptable général pour les opérations non visées par le règlement de l'ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques.

## 2.2 - Principes généraux et méthode d'évaluation

### 2.2.1. Immobilisations

Les immobilisations figurent au bilan pour leur valeur historique, diminuées des amortissements cumulés qui sont calculés sur la durée de vie estimée du bien selon le mode linéaire ou dégressif lorsque la législation fiscale le permet.

#### 2.2.1.1. Crédit-bail, location avec option d'achat et location simple

Ces rubriques recensent les immobilisations données en location nettes des amortissements comptables pratiqués. Les biens en contentieux font l'objet d'une dépréciation estimée par comparaison entre le prix de cession probable et la valeur nette comptable.

Ces rubriques intègrent également les commissions versées ou reçues restant à étaler en application du CRC 2009-03. Les commissions versées aux apporteurs d'affaires sur opérations de crédit-bail ou location avec option d'achat sont rapportées progressivement au résultat selon la durée du contrat.

En matière d'amortissement, les principes retenus sont conformes aux préconisations de l'avis du conseil national de la comptabilité n° 2006-C du 04/10/2006. Les traitements antérieurs ont été maintenus.

Type de matériel	Durée d'amortissement
Matériel roulant (hors autocars)	4 ans
Autocars	7 ans
Matériel agricole, industriel, travaux publics	7 ans
Matériel informatique & imprimerie	4 ans
Matériel médical	5 ans
Autres matériels	5 ans

#### 2.2.1.2. Immobilisations incorporelles

Elles sont principalement constituées des logiciels acquis par Bail Actéa et font l'objet d'un amortissement en fonction de leur durée d'utilisation prévue sans excéder cinq ans.

#### 2.2.1.3. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont amorties suivant le mode linéaire ou dégressif. Les durées d'amortissements généralement retenues sont de 8 à 10 ans pour les aménagements, 5 à 10 ans pour les mobiliers et matériels.

### 2.2.2. Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Les créances font l'objet d'une évaluation individuelle.

Par application du règlement de l'ANC 2014-07, il est distingué dans l'annexe les créances saines et les créances douteuses. Sont classées en créances douteuses :

- les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque probable ou certain de non-recouvrement total ou partiel, impayées depuis plus de 3 mois,
- les créances qui, avant même l'expiration du délai indiqué ci-dessus, présentent un caractère contentieux avéré (redressement judiciaire, liquidation judiciaire, faillite personnelle...).

Lorsque les conditions de solvabilité d'une contrepartie sont telles qu'aucun reclassement en encours sain n'est prévisible, les encours sous risque sont désormais ventilés en encours douteux et encours douteux compromis. Les encours douteux compromis reprennent principalement les créances résiliées en opération de crédit bail et location financière et les créances qualifiées de douteuses depuis plus d'un an.

Il convient de préciser que les encours douteux restructurés et reclassés en sains ne font pas l'objet d'octroi à des conditions hors marché.

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires sur des établissements de crédit à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme et sont augmentées des intérêts courus et non échus.

Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale ou leur nature : dettes à vue ou dettes à terme. Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés au bilan parmi les dettes rattachées.

#### 2.2.2.1. Dépréciations pour créances douteuses et contentieuses

Elles sont déterminées chaque année en fonction des risques de non-recouvrement évalués après analyse individuelle de chacun des dossiers (risques encourus, valeurs potentielles de recommercialisation des matériels, garanties mises en œuvre) et de la perte probable qui en résultera pour la société. Les indemnités de résiliation portant sur des créances douteuses font l'objet d'une dépréciation intégrale portée en diminution du PNB.

#### 2.2.2.2. Autres dépréciations

Les dépréciations affectées à des risques spécifiques inscrits au bilan sont portées en déduction des actifs correspondants.

### 2.2.3. Provisions

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et charges non directement liés à des opérations bancaires au sens de l'article L311-1 du code monétaire et financier.

#### 2.2.3.1. Autres provisions pour pertes et charges

La société constitue des provisions pour risques et charges destinées à la prémunir contre des risques inhérents à son activité lorsque des raisons de prudence l'imposent.

**2.2.3.2. Provision pour retraites**

Les engagements relatifs aux indemnités de départ à la retraite sont provisionnés. Le chiffrage de ces engagements est effectué en calculant les droits acquis et en appliquant le taux de rotation du personnel, les tables de mortalité et un taux d'actualisation. Le taux de charges social est ensuite appliqué.

Les hypothèses pour le calcul des engagements de retraite et assimilés sont un taux d'actualisation déterminé par référence au taux long terme des obligations d'entreprises de première catégorie (3,4 % en 2022) et le taux d'évaluation des salaires, évalué à partir d'une estimation sur le long terme de l'inflation et de la progression du salaire réel.

Les futures indemnités de fin de carrière sont soit couvertes par un contrat d'assurance, soit provisionnées dans les comptes de Bail Actéa pour la part non couverte par le contrat.

**2.2.4. Comptabilisation des charges et produits**

La comptabilisation des charges et produits, y compris les loyers, intérêts et commissions respecte le principe de rattachement à l'exercice.

Au cas particulier des loyers de crédit-bail et location financière, les produits de loyers sont comptabilisés par Bail Actéa selon un rythme cohérent avec le rythme de consommation des avantages économiques issus de l'actif loué. Dans l'immense majorité des cas, ce rythme correspond à l'échéancier contractuel convenu entre Bail Actéa et son client.

Dans le contexte particulier de la crise sanitaire de la Covid 19, Bail Actéa a été amené à accorder à un certain nombre de ces clients des moratoires, d'une durée maximale de 6 mois, pendant laquelle aucun loyer n'a été facturé ni encaissé. Les loyers correspondants ont été reportés soit sur une période additionnelle en fin de bail, soit sur l'ensemble des échéances restantes jusqu'à la fin du contrat de location.

Une telle suspension des facturations et encaissements a eu pour objectif de soulager la trésorerie des clients, et n'a aucun lien avec le rythme de consommation des avantages économiques issus de l'actif. Par conséquent, Bail Actéa, pour les contrats faisant l'objet d'un tel moratoire, a décidé de linéariser les loyers restant à payer jusqu'à la fin du contrat sur l'ensemble de la durée résiduelle, y compris la période de moratoire. Ainsi, des

« loyers à facturer » ont été reconnus en produits au titre du moratoire, et seront repris au fur et à mesure des facturations ultérieures. »

Le montant de ces produits à recevoir s'élève à 2 856 K€ en 2024 (6 339 K€ en 2023).

Les charges générales d'exploitation comprennent principalement les rubriques « frais administratifs » et « frais de personnel ». Cette dernière rubrique inclut l'ensemble des dépenses liées au personnel et intègre la participation des salariés et l'intéressement se rattachant à l'exercice.

**2.2.5. Produits et charges exceptionnelles**

Les éléments susceptibles de contribuer au résultat exceptionnel sont déterminés en fonction du caractère significatif de leur montant, de leur degré d'anormalité par rapport à l'activité courante et de la faible probabilité de récurrence des événements concernés.

**2.2.6. Impôts sur les sociétés**

Pour les exercices ouverts en 2024, le taux normal est de 25 %.

L'impôt sur les sociétés constitue une charge de la période à laquelle se rapportent les charges et les produits quelle que soit la date de son paiement effectif.

**2.2.7. Instruments financiers à terme**

Depuis le mois de juin 2017, il n'y a plus d'opérations d'instruments financiers à terme sur un marché de gré à gré ayant pour objet la couverture et la gestion du risque de taux. Antérieurement à cette date, ces opérations étaient enregistrées conformément au règlement de l'ANC 2014-07 et au règlement n° 90-15 du Comité de la Réglementation Bancaire.

**III - Notes sur le bilan****3.1 - Actif****3.1.1. Opérations de crédit bail et de location avec option d'achat, location simple****3.1.1.1. Immobilisations louées**

Ventilations des immobilisations de crédit-bail, location financière et location avec option d'achat :

Etat des immobilisations	Valeur Brute 31/12/2023	Acquisitions	Cessions	Valeur Brute 31/12/2024
Crédit-Bail	2 008 197	46 024	343 322	1 710 899
Location Financière	919 967	44 270	144 102	820 135
Location Option d'Achat	4 420	0	1 174	3 246
Immobilisations en cours	13 529	544	13 529	544
<b>Total</b>	<b>2 946 113</b>	<b>90 838</b>	<b>502 127</b>	<b>2 534 824</b>

Les immobilisations en cours en 2024 concernent uniquement des immobilisations en crédit-bail pour 544 K€.

Ventilations des amortissements et dépréciations sur immobilisations de crédit-bail, location financière et location avec option d'achat :

Etat des amortissements et des provisions	Amortissements et dépréciations cumulés 31/12/2023	Virement de compte à compte	Dotations	Reprises	Amortissements et dépréciations cumulés 31/12/2024
Crédit Bail	879 093		328 787	283 995	923 885
Location Financière	475 054		153 637	129 871	498 820
Location Option d'Achat	2 703		654	978	2 379
<b>Total</b>	<b>1 356 850</b>	<b>0</b>	<b>483 078</b>	<b>414 844</b>	<b>1 425 084</b>

A noter que les dépréciations sur immobilisations louées, comprises dans le tableau ci-dessus, ressortent au 31/12/2024 à 4 809 K€ (2 154 K€ en 2023) après comptabilisation d'une dotation de 3 998 K€ et d'une reprise pour 1 343 K€.

### 3.1.1.2. Créances rattachées

La valeur nette des créances rattachées sur opérations de crédit bail et de location avec option d'achat s'établit au 31/12/2024 à 16 263 K€ (23 363 K€ en 2023), celle sur opérations de location financière à 16 982 K€ au 31/12/2024 (17 479 K€ en 2023) et comprennent conformément à l'avis du CNC 2009-05 les commissions d'apports reçues ou payées restant à étaler. Est compris dans les créances rattachées les reports covid pour 2 856 K€ (2 337 K€ en CB et 519 K€ en LF).

Ventilations des créances et dépréciations sur créances douteuses :

Créances rattachées Crédit Bail LOA	Valeur Brute 31/12/2024	Dépréciations 31/12/2024	Valeur nette 31/12/2024	Valeur nette 31/12/2023
Commissions restant à étaler	492		492	483
Clients sains	7 217		7 217	19 050
Douteux compromis	13 924	9 419	4 505	1 362
Douteux non compromis	5 317	1 268	4 049	2 468
<b>Total</b>	<b>26 950</b>	<b>10 687</b>	<b>16 263</b>	<b>23 363</b>

Créances rattachées Location Financière	Valeur Brute 31/12/2024	Dépréciations 31/12/2024	Valeur nette 31/12/2024	Valeur nette 31/12/2023
Commissions restant à étaler	1 435		1 435	1 288
Clients sains	13 042		13 042	14 438
Douteux compromis	13 349	11 447	1 902	1 067
Douteux non compromis	1 413	810	603	686
<b>Total</b>	<b>29 239</b>	<b>12 257</b>	<b>16 982</b>	<b>17 479</b>

### 3.1.2. Immobilisations incorporelles et corporelles

Ventilations et variations des immobilisations propres de Bail Actéa :

Etat des mouvements des immobilisations	Valeur Brute 31/12/2023	Augmentations	Diminutions	Valeur Brute 31/12/2024
Immobilisations Incorporelles	1 172	0	0	1 172
Amortissements	1 172	0	0	1 172
<b>Net</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Immobilisations Corporelles	1 507	17	0	1 524
Amortissements	891	102	0	993
<b>Net</b>	<b>616</b>	<b>-85</b>	<b>0</b>	<b>531</b>
Immobilisations en cours	0			0
<b>Total</b>	<b>616</b>	<b>-85</b>	<b>0</b>	<b>531</b>

### 3.1.3. Autres actifs

Le total des autres actifs ressort en 2024 à 3 730 K€ contre 8 728 K€ en 2023. La variation de ce poste s'explique principalement par la variation de la créance sur l'Etat au titre de la TVA, ainsi que d'une créance sur un partenaire au titre d'un dossier en co-baillage.

Le poste « autres actifs » comprend :

- des dépôts de garantie versés 109 K€ (104 K€ en 2023),
- des créances sur l'Etat au titre de la TVA pour 1 498 K€ (5 742 K€ en 2023),
- des débiteurs divers pour 2 123 K€ (2 882 K€ en 2023) dont principalement divers comptes débiteurs pour 2 123 K€ (1 762 K€ en 2023) dont 2 111 K€ au titre de créance auprès d'un partenaire au titre d'un dossier en co-baillage.

### 3.1.4. Comptes de régularisation

D'un montant de 779 K€ (460 K€ en 2023), ils enregistrent principalement des charges constatées d'avance pour 35 K€ (50 K€ en 2023) et divers produits à recevoir pour 744 K€ (409 K€ en 2023).

## 3.2 - Passif

### 3.2.1. Capitaux propres

La société BAIL ACTEA, au 31 décembre 2024, est dotée d'un capital de 76 838 K€ entièrement libéré, composé de 4 802 375 actions de 16€ détenu à hauteur de 99.99% par CCLS.

### 3.2.2. Evolution des capitaux propres

	Capital social	Primes d'émission	Réserves	Report à nouveau	Résultat	Dividendes distribués
Bilan au 31/12/2023	76 838	7 231	6 158	-43 157	-14 932	
Affectation résultat 2023 (AG 13/05/2024)				-14 932	14 932	
Augmentation de capital (Dividende en actions)						
Bilan au 31/12/2024	76 838	7 231	6 158	-58 089	-28 991	

Les réserves se décomposent comme suit :

Réserves légales : 5 295 Autres réserves : 862

Le résultat 2024 ressort négatif à 28 991 K€ contre un résultat négatif de 14 932 K€ en 2023.

### 3.2.3. Fonds pour risques bancaires généraux

Ce fonds est destiné à couvrir les risques inhérents aux activités de l'entité, conformément aux conditions requises par l'ANC 2014-07. Il n'y a plus de fonds au 31 décembre 2024. Une reprise de provision de 800 K€ a été constatée au titre de l'exercice 2024.

### 3.2.4. Provisions

Elles sont dotées conformément au règlement du Comité de la Réglementation Comptable sur les passifs. Elles concernent principalement des provisions pour litiges et risques d'exploitation.

	2024	2023
Provisions pour litiges et risques d'exploitation	2 366	1 649
<i>Dont</i>		
Dotations nettes aux provisions	2 180	426
Reprises nettes aux provisions	1 463	560

Comprises en dotations nettes aux provisions, une dotation complémentaire aux autres provisions pour coûts du risque (2 149 K€ en 2024 contre 379 K€ en 2023), ainsi que la reprise des provisions au titre des indemnités de fin de carrière pour 214 K€. Une reprise de provision pour risques opérationnels de 378 K€ a été constatée en 2024 contre une dotation de 277 K€ en 2023.

### 3.2.5. Dettes envers les établissements de crédit

Elles représentent :

- les emprunts à terme auprès des banques : 1 153 000 K€

- dont emprunts souscrits au cours de l'exercice : 218 000 K€

- dont emprunts remboursés au cours de l'exercice : 684 000 K€

- les intérêts courus non échus sur emprunts : 6 360 K€

Etat des échéances	Total au 31/12/2024	Moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans
Dettes à vue	0				
Intérêts courus	0	0			
Dettes à terme	1 153 000	128 000	505 000	520 000	0
Intérêts courus	6 360	6 360			

### 3.2.6. Autres passifs et comptes de régularisation

Les autres passifs se décomposent de la façon suivante :

Dettes d'exploitation :	2024	2023
Fournisseurs d'immobilisations et frais généraux	7 184	19 404
Dettes sociales	11	3 270
Dettes fiscales (Impôt Société)	0	0
Autres dettes d'exploitation	748	902
<b>Dettes diverses :</b>		
TVA restant à payer	15 233	5 102
Autres dettes diverses	434	781

Les dettes sociales comprennent uniquement les organismes de sécurité sociale et de retraite pour 11 K€ (356 K€ en 2023). Sur 2023, elles concernaient également les charges à payer sur rémunérations pour 2 891 K€, et les taxes assises sur salaires pour 24 K€.

Les autres dettes d'exploitation comprennent divers tiers mainteneurs (747 K€ en 2024 contre 899 K€ en 2023) et les divers tiers assureurs (1 K€ en 2024 vs 3 K€ en 2023).

En dettes diverses, la TVA à payer s'explique principalement par la TVA facturée et les autres dettes par les charges à payer groupe et hors groupe.

Les comptes de régularisation passif sont inscrits pour 20 078 K€ (contre 24 759 K€ en 2023) et comprennent les loyers perçus ou comptabilisés d'avance sur opérations de crédit-bail et location.

## IV - Notes sur le hors bilan

### 4.1 - Engagements reçus

Il s'agit essentiellement d'engagement de garantie reçus d'établissement de crédit ou de la clientèle.

### 4.2 - Engagements donnés

Les engagements de financement en faveur de la clientèle se montent à 23 711 K€.

### 4.3 - Degré d'exposition aux risques de marché

La société n'a plus recours depuis 2017 à des instruments financiers présentant un risque de marché.

**4.4 - Détail des engagements de hors bilan**

	31/12/2024	31/12/2023
Ligne de crédit accordé à Bail Actéa par le groupe		
Cautions et garanties reçues d'établissement de crédit	29 820	48 378
Cautions et garanties reçues de la clientèle	62 694	72 457
Engagements en faveur de la clientèle	23 711	71 785

Il n'y a plus de Ligne de crédit accordé à Bail Actea par le Groupe depuis le 31/12/2021.

**V - Notes sur le compte de résultat****5.1 - Produits et charges sur opérations interbancaires**

Les charges nettes payés en 2024 sur opérations interbancaires pour un montant de 32 717 K€ (18 386 K€ en 2023) concernent des opérations d'emprunts à terme pour 35 610 K€ (22 096 K€ en 2023) et des intérêts perçus sur comptes ordinaires de banque pour 2 893 K€ (3 709 K€ en 2023).

**5.2 - Produits et charges sur opérations de crédit bail, location financière et location avec option d'achat**

Les intérêts et produits assimilés sur opérations de crédit bail et location financière se décomposent en loyers et autres produits d'activités de crédit bail et location financière pour 509 775 K€ (542 824 K€ en 2023), en reprise liées aux dépréciations de créances pour 2 145 K€ (1 922 K€ en 2023).

Les intérêts et charges assimilés se ventilent en dotations aux amortissements pour 479 013 K€ (508 707 K€ en 2023), en dotations liées aux dépréciations des créances pour 12 595 K€ (8 489 K€ en 2023), pertes sur créances pour 98 K€ (8 K€ en 2023), en moins-values de cessions pour 5 390 K€ (4 528 K€ en 2023) et en autres charges d'activité de crédit-bail et location financière pour 31 K€ (98 K€ en 2023).

**5.3 – Commissions (charges)**

Les commissions versées s'élèvent au 31/12/2024 à 2 351 K€ (3 061 K€ en 2023).

**5.4 - Autres produits et charges d'exploitation bancaire**

D'un montant net positif de 81 K€ (positif de 110 K€ en 2023), ils enregistrent des produits d'assurances ou annexes.

**5.5 - Charges générales d'exploitation**

Elles se décomposent comme suit :

Charges générales d'exploitation	2024	2023
Frais de personnel	- 2 357	7233
Impôts et taxes	242	157
Services extérieurs	2 827	3 155
Services fournis par des sociétés du groupe	4 478	4 121
<b>Total</b>	<b>5 190</b>	<b>14 666</b>

**5.5.1. Charges de personnel**

Frais de personnel	2024	2023
Salaires et traitements	- 1 663	4 482
Intéressement et participation des salariés	9	657
Impôts et taxes sur rémunérations	- 57	181
Autres charges sociales	- 646	1 913
<b>Total des frais de personnel</b>	<b>- 2 357</b>	<b>7 233</b>

Il convient de noter que :

- Les salariés de Bail Actéa ont été transférés au sein de l'entité Crédit Mutuel Leasing en date du 1er janvier 2024. Les comptes de charges créditeurs correspondent à des reprises de provisions liées aux frais de personnel (Congés payés, Compte épargne temps...)
- Les charges de refacturation groupe (utilisation des moyens et outils du groupe) sont en diminution par rapport à 2023 et s'élèvent à 122 K€ (332 K€ en 2023).
- La provision pour engagements de retraites qui s'élevait à 214 K€ au 31 décembre 2023 a été reprise en intégralité sur l'exercice 2024.

**5.5.2. Autres frais administratifs**

D'un montant de 7 547 K€ (7 434 K€ en 2023), ils recouvrent l'ensemble des frais de fonctionnement propres à l'activité de Bail Actea à savoir les impôts et taxes 242 K€ (157 K€ en 2023), les services extérieurs et les services fournis par des sociétés du groupe 7 305 K€ (7 277 K€ en 2023).

Compte tenu de la position déficitaire en 2024 et en 2023, aucune cotisation C3S n'a été constatée dans les comptes. La cotisation CVAE constatée dans les comptes 2024 correspond à la cotisation 2023.

Détail des services extérieurs et services fournis par des sociétés du groupe	2024	2023
Achats non stockés	43	208
Services extérieurs	5 508	3 806
Autres services extérieurs	2 316	3 134
Dotations et reprises de provisions pour risques et charges	- 632	112
Autres charges	70	17
	<b>7 305</b>	<b>7 277</b>



**5.6 - Coût du risque**

	2024	2023
<b>Total</b>	<b>-6 389</b>	<b>-1 738</b>
Se décomposant comme suit		
Plus ou moins value sur cessions ITNL et pertes en capital	-1 585	-432
Dotations et Reprise de provisions autres coûts du risque	-2 149	245
Dotations et reprises liées aux dépréciations des immobilisations louées	-2 655	-1 551
<i>Dont</i>		
Dotations aux dépréciations	3 998	1 994
Reprises aux dépréciations	1 343	443

**5.7 – Gains ou pertes sur actifs immobilisés**

Sur 2023, la société a réalisé la cession d'une machine à affranchir. Sur 2024, la société Bail Actéa a procédé à la cession de son fichier client à la société CCLS pour un montant de 2 088 K€. Ce montant a été comptabilisé en compte de plus-value sur immobilisations propres. Cette base client possédait dans les comptes une valeur égale à 0 en 2023.

**5.8 - Impôts sur les sociétés**

Il s'établit à 0 K€ compte tenu du déficit 2023 et en 2024.

**5.9 – Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées**

Ce fonds est destiné à couvrir les risques inhérents aux activités de l'entité, conformément aux conditions requises par l'ANC 2014-07. Il n'y a pas eu de mouvement en 2023, une reprise de l'intégralité de la provision (800 K€) a été constatée en 2024.

**VI - Autres informations****6.1 - Effectifs**

Il n'y a plus d'effectif au 31 décembre 2024 (80 personnes en 2023).

**6.2 - Rémunérations allouées aux membres des organes d'administration et de direction**

Aucune rémunération n'est versée aux membres du conseil d'administration. Pour des raisons de confidentialité, les informations relatives aux rémunérations, avances, crédits et engagements octroyés en faveur des membres des organes de Direction ne sont pas fournies puisqu'elles aboutiraient à identifier les situations de membres déterminés.

**6.3 – Information sectorielle**

Le but de l'information sectorielle est de décomposer les agrégats du compte de résultat en fonction des différents métiers et des différentes zones géographiques dans lesquelles le métier est exercé. Dans la mesure où la société Bail Actea n'exerce que le métier de Crédit bailleur dans le secteur géographique du groupe Crédit Mutuel Nord, cette information n'est pas détaillée. Les encours financiers au 31/12/2024 s'établissaient de la façon suivante :

Encours financiers en M€	2024	2023
<b>France</b>	1 243	1 687
<b>Belgique</b>	23	25

**6.4 - Résultat financier et réserve latente**

En tant que société de financement effectuant des opérations de crédit bail et de location financière, la société tient parallèlement une comptabilité financière. Elle fait ressortir un résultat financier après prise en compte d'un amortissement de chaque opération sur la base du taux de rendement attendu du capital engagé. Le résultat financier est égal au résultat social auquel est substitué notamment aux amortissements, aux plus et moins values et aux dépréciations liées aux créances douteuses leurs équivalents financiers. La réserve financière est constituée des écarts cumulés entre résultats financiers et résultats sociaux. Enfin il est constaté un impôt différé financier passif dès lors que la comptabilité financière aboutit à différer dans le temps une partie des résultats par rapport aux résultats sociaux.

**6.4.1. Passage du résultat social au résultat financier**

	2024	2023
Résultat comptable avant impôt	-28 991	-14 932
Différence entre amortissements financiers et amortissements sociaux (immobilisations données en location)	30 210	21 121
Différence entre plus et moins values sociales et financières	4 885	3 148
Différence entre dépréciations sociales et dépréciations financières sur immobilisations données en location	-2 407	-2255
Autres éléments et linéarisation loyers covid	-199	
Résultat financier avant impôt au 31 décembre	3 498	7 082
Impôt sur les bénéfices et impôt différé		
<b>Résultat financier net</b>	<b>3 498</b>	<b>7 082</b>

**6.4.2. Analyse de la réserve latente**

Etat des échéances	31/12/2024	31/12/2023
Résultat financier net	3 498	7 082
Dotation à la réserve latente	32 489	22 015
Réserve latente nette		
Impôt différé passif		
Réserve latente brute	156 328	123 839

**6.5 - Consolidation**

La société Bail Actéa est consolidée dans les comptes du Groupe BFCM par la méthode de l'intégration globale.

**6.6 – Evénements postérieurs à la clôture**

Aucun événement postérieur à la clôture n'est à signaler.

**V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels****Exercice clos le 31 décembre 2024**

À l'assemblée générale de la société Bail Actéa SA,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Bail Actéa SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion****Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

**Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

**Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- Votre société comptabilise des dépréciations et des provisions pour couvrir les risques de crédit et de contrepartie inhérents à ses activités selon les méthodes décrites dans les notes (2.2.2 Evaluation des créances et des dettes, 2.2.3.1 Autres provisions pour pertes et charges, 3.1.1 Opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat, location simple, 5.2 Produits et charges sur opérations de crédit-bail, location financière et location avec option d'achat et 5.6 Coût du risque de l'annexe). Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au recensement des expositions, au suivi des risques de crédit et de contrepartie, aux méthodologies de dépréciation et à la couverture des pertes de valeur par des dépréciations.

**Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

**Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

**Rapport sur le gouvernement d'entreprise**

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

**Autres informations****Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

**Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Les commissaires aux comptes :

Paris La Défense, le 7 avril 2025  
**KPMG SA**  
**Sophie SOTIL FORGUES**  
Associée

Paris La Défense, le 7 avril 2025  
**Forvis Mazars**  
**Anne VEAUTE**  
Associée

**VI. — Rapport de gestion**

Le rapport de gestion est tenu à la disposition au public au siège social de la société.